**1ère ANNEE**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | LES THEMES | LES GRANDS POINTS | LE VOCABULAIRE |
|  | **Thème n°1 - L’individu au travail** |  |
| 1 | Les régimes juridiques de l’activité professionnelleLe choix d’un régime économique de travail |  Libertés associées au travailRégime juridique du salarié de droit privé : contrat de travail, droit du recrutement, droits Régime juridique du fonctionnaire : statut, conditions d’accès, Régime juridique du travailleur indépendant : déclaration d’existence, droit d’accès à la profession, Critères de choix : Indépendance ou subordination, durée de l’engagement, rémunération, protection sociale, responsabilités, déontologie | \*Liberté d’établissement, liberté de circulation, liberté d’entreprendre, liberté de travail, droit à l’emploi, contrat de travail, non discrimination, \*CDD, CDI, lien de subordination, juridiction prud’hommale, contrat d’entreprise, titularisation, \*statut de fonctionnaire, fonction publique d’état, fonction publique territoriale, fonction publique hospitalière |
| 2 | Les conséquences juridiques du régime de travail | Régime juridique du salarié de droit privé : droits et obligations du salarié de droit privé Régime juridique du fonctionnaire : droits et obligations du fonctionnaireRégime juridique du travailleur indépendant : droits et obligations  | \*Obligation de loyauté, droit de grève, droit d’expression, préavis de grève, clause, clause de mobilité, clause de non-concurrence (et leurs conditions de validité), droit syndical, \*secret professionnel, obligation de discrétion, de loyauté du fonctionnaire, de désintéressement, d’obéissance hiérarchique, régime d’affiliation à la sécurité sociale |
| Compétences :- Identifier les différents régimes juridiques d’exercice de l’activité professionnelle et leurs effets dans une situation donnée- Apprécier l’opportunité du choix d’un statut dans une situation donnée- Analyser tout ou partie d’un engagement professionnel- Vérifier la légalité des formalités et des conditions d’accès à une profession et d’une procédure de recrutement |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 3 | L’adaptation aux évolutions de l’activité professionnelle | Formation professionnelle, adaptation à l’emploiModification des conditions de travail, transfert d’entreprise Rôle des représentants des salariésProtection de la relation de travail : rupture de la relation de travail, obligation de reclassement, évolution dans le cadre communautaire, européen et international | \*Droit à la formation, masse salariale, plan de formation, représentants du personnel (DP, CE), DIF, CIF, VAE, bilan de compétences, contrat de professionnalisation\*conditions de travail, clause de mobilité\*démission, licenciement pour motif personnel, licenciement pour motif économique, licenciement individuel, licenciement collectif, cause réelle et sérieuse, faute lourde, faute grave, respect du contradictoire, régularité de la procédure de licenciement, insuffisance professionnelle, licenciement abusif, plan de sauvegarde de l’emploi, obligation de reclassement, préavis, indemnité de licenciement, convention de reclassement, rupture conventionnelle |
| **Compétences :**- **Analyser des dispositifs de formation professionnelle**- **Qualifier les modifications de la relation de travail et en déduire les conséquences juridiques**- **Apprécier l’efficacité de l’information et de la protection des salariés dans une situation donnée**. |
| 4 | L’adaptation de la relation de travail par le droit négocié | Négociation collective : acteurs, objets, procédures d’adoption, principe d’articulation des niveaux de négociation.Enjeux et conséquences | \*Représentativité des syndicats, délégué syndical, accord d’entreprise, accord de groupe, convention de branche, accord national interprofessionnel, principe de faveur (hiérarchie des sources du droit), obligation de négocier, élargissement et extension d’un accord collectif |
| **Compétences :**- **Identifier les enjeux d’une négociation collective**- **Repérer l’articulation de diverses sources de droit dans une situation de travail donnée** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Thème n°2 - Les structures et les organisations** |  |
| 5 | Le choix d’une structure juridiqueLe changement de structure juridique | But lucratif ou non lucratifPouvoir, régime matrimonial, statut fiscal, statut social, responsabilitéStructures juridiques et évolution | \*Finalité, association, patrimoine, personne morale, personnalité juridique, entreprise individuelle, société, \*Statut social, statut fiscal, régime fiscal, régime social, régime matrimonial (communauté réduite aux acquêts, séparation de biens), objet social, associé, statuts, apports, intuitu personae, SNC, SARL, SA, EURL, SAS, SASU, gérant minoritaire, gérant majoritaire, dirigeant, liberté contractuelle, parts sociales, actions, assemblée générale, responsabilité des associés, caution, motivations patrimoniales |
| **Compétences :**- **Identifier les motivations du ou des créateur (s)**- **Justifier le choix d’une structure adaptée à une situation donnée** |
| 6 | La pérennité de l’entrepriseDe la prévention des difficultés à la cessation de paiementLes procédures, leurs conséquences pour les créanciers | Prévention Cessation des paiements.Procédures : conciliation, sauvegarde, redressement et liquidation judiciairesConséquences de la procédure pour les créanciers dont les salariés | \*Entreprise en difficultés, entreprise défaillante, cessation de paiements, créancier, sauvegarde des entreprises (LSE), dépôt des comptes annuels, procédures d’alerte (interne et externe), commissaire au compte, CE, président du tribunal de commerce\* conciliation, sauvegarde, période d’observation, administrateur, plan de sauvegarde, redressement judiciaire, cessation des paiements, plan de redressement, liquidation judiciaire, créancier, droit de gage général, gage, hypothèque, créanciers chirographaires, créanciers privilégiés, créanciers superprivilégiés, AGS |
| **Compétence :****Analyser les difficultés d’une entreprise et caractériser la procédure à mettre en œuvre ou à préconiser.** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Thème n°3 - Le contrat, support de l’activité de l’entreprise** |  |
| 7 | Les relations contractuelles entre partenaires privésLa formation des relations contractuelles | Conditions de validité des contrats passés entre professionnelsNégociation : processus et représentation | \*Liberté contractuelle, force obligatoire des contrats, consensualisme, conditions de validité des contrats (consentement sans vices, capacité juridique, objet, cause licite et morale), représentation de la personne morale par une personne physique.\*Période pré-contractuelle, négociation, pourparlers, engagements pré-contractuels (promesse unilatérale de vente, promesse synallagmatique de vente, compromis de vente, conditions suspensives |
| 8 | L’éxécution des contrats entre professionnels | Loi contractuelle : clauses particulières, exécution, évolution, Résiliation, résolution | \*Loi des parties, exécution de bonne foi, obligation de loyauté, clauses contractuelles (d’indexation, de renégociation, de limitation de responsabilité, de dédit, de réserve de propriété)\*Résolution, résiliation |
| **Compétences :**- **Qualifier une situation précontractuelle ou contractuelle**- **Apprécier l’opportunité, la validité et les effets juridiques d’arrangements contractuels**- **Rédiger et/ou adapter tout ou partie d’un contrat** |
| 9 | Les relations contractuelles avec la personne publiqueLes caractéristiques et la formation du contrat administratif | Caractéristiques du contrat administratif : qualité des parties et clause exorbitante de droit commun, ou contrat lié à l’exécution du service public Formation du contrat : négociation et marché public, procédures de passation. | \*Contrat administratif, clause exorbitante de droit commun, service public\*pouvoirs adjudicateurs, opérateurs économiques, marchés publics, appel d’offres (ouvert – restreint), mieux-disant, marchés à procédure adaptées, principe et conséquence du libre accès à la commande publique, de l’égalité de traitement des candidats, de la transparence des procédures. |
| 10 | L’exécution du contrat administratif | Exécution du contrat : prérogative de la puissance publique, résiliation unilatérale | \*Droit de direction et de contrôle, droit de sanction, droit de modification unilatérale du contrat, résiliation unilatérale |
| **Compétences :**- **Qualifier une situation contractuelle impliquant une personne publique**- **Analyser une relation contractuelle et ses effets juridiques** |

**2ème ANNEE**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Thème n°4 - L’immatériel dans les relations économiques** |  |
| 11 | Le contratélectronique | Protection spécifique du co-contractantRègles spécifiques et / ou adaptation des règles de l’univers matériel à celui de l’immatériel. | \*Offre commerciale électronique : protection duco-contractant, respect de l’ordre public, respectde la vie privée, obligation de loyauté et detransparence \*Contrat électronique : écrit électronique, étapesdu processus de formation du contratélectronique, exécution du contrat électroniqueet paiement électronique  |
| **Compétences :****- Apprécier la validité de tout ou partie d’un contrat électronique et expliciter ses effets juridiques****- Apprécier si l’offre commerciale électronique est conforme au droit positif****- Rédiger et qualifier quelques clauses d’un contrat électronique** |
| 12 | Les productionsimmatérielles  | Conditions de la protection des œuvres, les personnes protégées.Étude des droits des auteurs : le droit moral et les droits patrimoniaux dans un univers numérique. .Les bases de données, la notion de site, les moyens permettant de protection.  | \*Droit d’auteur et univers numérique : régimegénéral, droits des auteurs, défense du droit\*Droit des créations numériques : bases dedonnées, sites Internet |
| **Compétences :****- Déterminer les moyens de protection à mettre en œuvre dans une situation donnée et en apprécier la pertinence****- Caractériser les éléments principaux d’une protection et son évolution** |
| 13 | L’immatériel et la protection de la personne | Protection des données à caractère personnelPouvoirs de contrôle et de surveillance mis en œuvre de manière adaptée aux nouvelles technologies dans le respect des libertés fondamentales.TIC et nouvelles formes d’organisation du travail | \*Données à caractère personnel : notion,traitement, règles de protection des droits de lapersonne, obligations des responsables dutraitement, organes de contrôle \*Respect des données à caractère personnelcollectées lors de conclusion et de l’exécution ducontrat de travail**.** \*Statut des formes particulières de travail salarié :application des règles générales du droit social ;aménagements spécifiques |
| **Compétences :****- Apprécier la légalité d’une situation au regard de la protection de la personne dans la****sphère privée et professionnelle****- Caractériser les éléments principaux de cette protection et son évolution****- Rédiger et qualifier quelques clauses d’un document relatif à l’usage des TIC** |
|  | **Thème n°5 - L’entreprise face au risque** |  |
| 14 | Identifier le risquepour protéger | Notion de risque – de la faute au risqueResponsabilité sans faute fondée sur le risque.  | \*Risque : notion, effets**.** De la faute au risque : objectivation\*De la responsabilité et socialisation du risque**.** |
| **Compétences :**- **Caractériser le risque inhérent à une situation professionnelle donnée et déterminer le droit applicable**- **Analyser l’évolution des principes juridiques en matière de risques** |
| 15 | Anticiper le risquepour éviter sa réalisation | Le principe de préventionLe principe de précaution Le risque sécurité  | \*Principe de prévention \*Principe de précaution \*Obligation de sécurité  |
| **Compétences :**- **Déterminer le dispositif juridique adapté pour prévenir un risque**- **Analyser la pertinence juridique de clauses insérées dans un contrat au regard de l’anticipation de risques recherchée** |
| 16 | Anticiper le risquepour éviter sa réalisation | Notion de dommageResponsabilité du fournisseur de produits défectueux Assurance et la mutualisation Socialisation du risque. | \*Notions de dommage, de réparation, de responsabilité contractuelle et délictuelle, obligation de sécurité de résultat\*Notions de producteur et de produit, conditions de mise en œuvre, causes d’exonération \*Notion de sinistre, de bien assurable, de garantiePrincipe de mutualisationSpécificités du contrat d’assurance de biensSpécificités du contrat d’assurance de responsabilité \*Indemnisation de la victime par des fonds de garantie |
| **Compétences :**- **Identifier les garanties nécessaires pour se prémunir de risques**- **Délimiter le contenu et l’étendue des garanties dans une situation donnée**- **Identifier la nature juridique de la responsabilité dans une situation donnée**- **Analyser une situation de dommage**- **Analyser tout ou partie d’un contrat d’assurance** |